

Papeete, le 4 juillet 2026

Madame la représentante
Hinamoeura MORGANT

Question orale

Séance du lundi 6 juillet 2026

À

Monsieur le Président de la Polynésie française, M. Moetai Brotherson

OBJET : Respect du rôle démocratique de l'assemblée de la Polynésie française

Monsieur le Président,

Je souhaite, par cette question orale, rétablir une vérité devant les Polynésiens.

Depuis le rejet, par l'Assemblée de la Polynésie française, de deux textes budgétaires relatifs au report des crédits de paiement, vous avez publiquement employé des mots extrêmement graves.

Vous avez parlé d'un "acte de sabotage pur et simple", d'un "sabotage économique", et vous avez laissé entendre que les élus de cette Assemblée auraient mis en danger le paiement des entreprises, l'économie du Pays, et même l'organisation des Jeux du Pacifique.

Vous avez également parlé d'"irresponsabilité", comme si le fait, pour des représentants élus, de ne pas voter un texte du gouvernement relevait d'une faute morale.

Je veux donc le dire clairement : les élus de l'Assemblée n'ont ni saboté l'économie du Pays, ni saboté les Jeux du Pacifique.

Ils ont voté.

Et voter, débattre, refuser, demander des explications, exiger une meilleure répartition des crédits, ce n'est pas saboter. C'est exercer le mandat que les Polynésiens nous ont confié.

En mars 2023, devant le congrès du Tavini Huiraatira, vous déclariez vous-même que l'Assemblée ne devait pas être une chambre d'enregistrement. Aujourd'hui, lorsque cette Assemblée refuse d'enregistrer mécaniquement les textes du gouvernement, vous parlez de sabotage.

Il faut savoir, Monsieur le Président.

D'autant que la situation politique actuelle n'est pas née toute seule. Elle est aussi la conséquence directe d'une scission organisée au cœur de l'ancienne majorité, vécue par beaucoup comme une véritable trahison politique. Alors avant d'accuser l'assemblée de sabotage, il faudrait peut-être regarder ceux qui ont eux-mêmes créé les conditions de cette instabilité politique.



Papeete, le 4 juillet 2026

Madame la représentante
Hinamoeura MORGANT

On ne peut pas vouloir une assemblée recomposée à cause de votre trahison quand cela vous arrange, et ensuite dénoncer le fonctionnement démocratique de cette même assemblée quand elle refuse de suivre aveuglément.

Le rejet de ces textes ne bloque pas le Pays mais oblige le gouvernement à revoir sa copie. La balle est dans votre camp. Si ces crédits sont réellement indispensables, rien ne vous empêche de revenir rapidement devant l'assemblée avec un nouveau collectif budgétaire clair, sincère, mieux expliqué et mieux réparti.

Mais au lieu de revenir sereinement devant les représentants, vous avez choisi une autre méthode : dramatiser, menacer, faire peur, laisser croire que tout serait bloqué, que les entreprises ne seraient plus payées, que les Jeux du Pacifique seraient compromis.

Cette politique de la peur et votre mépris régulier envers les représentants, parfois présentés comme des élus qui ne sauraient pas lire, ou comme des responsables incapables de comprendre les textes qui leur sont soumis.

Monsieur le Président, on ne gouverne pas durablement un pays en méprisant l'Assemblée qui vous a fait élire et en accusant les représentants de saboter le Pays lorsqu'ils exercent leur droit de vote.

Ma question est donc simple :

Reconnaissez-vous que l'assemblée de la Polynésie française n'a saboté ni l'économie du Pays, ni les Jeux du Pacifique, mais qu'elle a simplement exercé son rôle démocratique ; et acceptez-vous de revenir devant elle avec un texte budgétaire revu, clarifié et sincère, au lieu d'entretenir une politique de la peur pour masquer les difficultés de votre propre majorité ?

Hinamoeura MORGANT